



**Tithe an
Oireachtais**
Houses of the
Oireachtas



PARLEU2026.IE
An Ghné Pharlaiminteach
Parliamentary Dimension

Note de contexte II : Coopération parlementaire et résilience démocratique dans un monde incertain

L'Union européenne évolue actuellement dans un environnement de plus en plus complexe et contesté, caractérisé par une instabilité géopolitique, une transformation technologique rapide et des pressions croissantes sur les systèmes démocratiques. La désinformation, les menaces cybernétiques et les ingérences étrangères exercent une pression importante sur les processus démocratiques à travers l'Union, tandis que le déploiement accéléré des technologies numériques, de l'intelligence artificielle en particulier, remodèle l'espace de l'information, le discours public et la relation au sens large entre citoyens et institutions.

Cette session bénéficiera des contributions de grands décideurs et d'experts, notamment :

- **M. Michael McGrath**, commissaire européen à la démocratie, à la justice, à l'état de droit et à la protection des consommateurs; *et*
- **Mme Brigid Laffan**, professeure émérite de politique européenne.

Leurs perspectives apporteront des connaissances précieuses sur la manière dont ces instruments européens évolutifs peuvent être mis en œuvre efficacement et sur la manière dont la résilience démocratique peut être renforcée dans la pratique.

Le renforcement de la résilience démocratique est devenu une priorité centrale pour l'Union européenne et pour la Présidence irlandaise du Conseil. La protection des valeurs démocratiques, y compris l'État de droit, la liberté des médias et l'intégrité des processus électoraux, est fondamentale pour le fonctionnement et la légitimité de l'Union. Parallèlement, l'évolution des menaces, souvent hybrides, transfrontalières et technologiques, exige des réponses de plus en plus coordonnées et multidimensionnelles tant au niveau national qu'eupéen.

Ces dernières années, l'Union européenne a développé un cadre politique plus complet pour faire face à ces difficultés. Le Plan d'action pour la démocratie européenne a servi de base pour promouvoir des élections libres et équitables, soutenir les médias indépendants et lutter contre la désinformation. Le Bouclier européen de la démocratie émergent s'appuie sur cela. Il a pour mission de renforcer la capacité de l'UE à répondre à la manipulation et à l'ingérence de l'information étrangère, la coordination entre les États membres, ainsi que les institutions et processus démocratiques à travers l'Union.

Parallèlement à ces initiatives, l'UE a introduit un cadre réglementaire numérique solide, avec notamment la loi sur les services numériques et la loi sur l'intelligence artificielle. Ces mesures constituent une étape importante vers une plus grande transparence et une



**Tithe an
Oireachtais**
Houses of the
Oireachtas



PARLEU2026.IE
An Ghné Pharlaiminteach
Parliamentary Dimension

plus grande responsabilité dans l'environnement numérique, en particulier en ce qui concerne les plateformes en ligne et les contenus générés par IA. Ils visent à faire face aux risques systémiques tels que la propagation de contenus nuisibles, la manipulation de l'information et l'impact des technologies émergentes sur le discours démocratique.

Ces évolutions sont complétées par un renforcement des obligations en matière de cybersécurité dans le cadre d'instruments tels que la directive NIS2 et par des efforts plus larges de l'UE pour contrer les menaces hybrides. Les frontières entre sécurité, technologie et démocratie deviennent de plus en plus floues, nécessitant des réponses politiques intégrées qui tiennent compte des risques pour les infrastructures critiques, les systèmes électoraux et la confiance du public.

Dans ce paysage politique en évolution, les parlements nationaux et le Parlement européen jouent un rôle crucial pour la sauvegarde de la gouvernance démocratique. Le contrôle parlementaire est essentiel pour garantir la responsabilité, la transparence et la mise en œuvre effective de la législation et des politiques européennes. À une époque où un grand nombre des défis auxquels l'Union est confrontée transcende les frontières nationales, la coopération interparlementaire est devenue un mécanisme de plus en plus important pour l'échange, la coordination et la supervision collective.

La Présidence irlandaise accordera une importance particulière au renforcement de cette coopération, notamment par le biais de la COSAC, afin de renforcer la légitimité démocratique et de garantir que les réponses aux défis communs soient à la fois efficaces et fondées sur la démocratie. Le renforcement du dialogue entre les parlements nationaux et le Parlement européen, le partage des meilleures pratiques et l'approfondissement de la compréhension mutuelle des évolutions politiques seront au cœur de cet effort.



**Tithe an
Oireachtais**
Houses of the
Oireachtas



PARLEU2026.IE
An Ghné Pharlaiminteach
Parliamentary Dimension

Questions à examiner en lien avec la discussion lors de la réunion des présidents de la COSAC

- Quelles autres mesures l'Union européenne et ses États membres peuvent-ils prendre pour renforcer leur résilience face à la désinformation, aux menaces cybernétiques, ainsi qu'à la manipulation et à l'ingérence des informations étrangères, y compris par le biais des instruments dont dispose l'UE ?
- Comment les parlements nationaux peuvent-ils renforcer le contrôle des technologies émergentes, et en particulier de l'intelligence artificielle, afin de garantir que leur développement et leur utilisation soient cohérents avec les valeurs démocratiques, les droits fondamentaux et l'État de droit ?
- De quelles manières la coopération interparlementaire, y compris par le biais de la COSAC, peut-elle être consolidée afin de renforcer la responsabilité, la transparence et la légitimité démocratique dans la prise de décision de l'UE ?
- Quelles mesures supplémentaires pourraient être nécessaires au niveau européen et national pour préserver l'intégrité électorale et renforcer la confiance du public dans les institutions démocratiques, en particulier dans l'environnement numérique ?
- Comment la coordination au niveau de l'UE peut-elle être encore améliorée pour répondre aux menaces hybrides, tout en respectant pleinement les compétences et responsabilités des États membres ?